*GREFFE DU TRIBUNAL DE COMMERCE* .....

..... *LYON*

Folio : 98/114

Date : 25/11/2003

# BORDEREAU INPI - DEPOT D'ACTES DE SOCIETES

Vos références :

Nos références : n°de dépôt : **A2003/022216**
n°de gestion : **2001B00467**
n°SIREN : **402 635 411 RCS Lyon**

Le greffier du Tribunal de Commerce de Lyon certifie avoir procédé le 25/11/2003 à un dépôt annexé au dossier du registre du commerce et des sociétés de :

MAFICOSE société anonyme à conseil d'administration

37 rue Pierre Gay 69150 Decines Charpieu -FRANCE-

Ce dépôt comprend les pièces suivantes :
**projet (2 exemplaires)**

Concernant les évènements RCS suivants :
**apport fusion**

# PROJET DE TRAITE DE FUSION

**ENTRE** :

La société **MAFICOSE**, société anonyme au capital de 3.048.980 €, dont le siège est situé 37 rue Pierre Gay 69 150 DECINES, immatriculée au registre du commerce et des sociétés sous le numéro 402 635 411 RCS LYON, représentée par M. Claude DEPIERRE, agissant en qualité de Président Directeur Général, spécialement habilité par délibération du conseil d'administration du 30 octobre 2003,

**CI-APRES DENOMMEE « L'ABSORBANTE »**

**DE PREMIERE PART,**

**Et,**

La société **CD'IM**, société à responsabilité limitée au capital de 155.000 €, dont le siège est situé 37, rue Pierre Gay 69 150 DECINES, immatriculée au registre du commerce et des sociétés sous le numéro 412 693 756 RCS LYON, représentée par M. Claude DEPIERRE, agissant en qualité de Gérant spécialement habilité par délibération des associés du 30 octobre 2003,

**CI-APRES DENOMMEE « L'ABSORBEE »**

**DE DEUXIEME PART,**

**SOMMAIRE**

Exposé préalable

Titre I – Date d'effet de la fusion
Titre II – Désignation et Evaluation du Patrimoine transmis
Titre III – Charges et Conditions
Titre IV – Détermination du rapport d'échange – Rémunération des Apports
Titre V – Dissolution de la Société Absorbée
Titre VI – Propriété et Jouissance
Titre VII – Déclarations
Titre VIII – Régime Fiscal
Titre IX – Dispositions Diverses

**PREALABLEMENT AU PROJET DE FUSION PAR ABSORPTION DE LA SOCIETE ABSORBEE PAR LA SOCIETE ABSORBANTE, IL A ETE EXPOSE CE QUI SUIT :**

I. Principe et conditions générales de la fusion

Le conseil d'administration de la société Absorbante réuni le 30 octobre 2003, l'assemblée générale de la société Absorbée réunie le 30 octobre 2003 ont décidé de réaliser la fusion de la société Absorbée et de la société Absorbante qui sera effectuée par absorption de la société Absorbée par la société Absorbante.

La fusion envisagée sera réalisée dans les conditions prévues aux articles L. 236-1 et suivants du Code de commerce et 254 et suivants du Décret du 23 mars 1967.

La société Absorbée fera apport de l'ensemble de ses éléments d'actif à la société Absorbante à charge pour cette dernière de prendre en charge l'intégralité de son passif.

Si la fusion est réalisée :

- le patrimoine de la société Absorbée sera transmis à la société Absorbante dans l'état où il se trouvera à la date de réalisation définitive de la fusion ;

- la société Absorbante sera débitrice des créanciers non obligataires de la société Absorbée aux lieu et place de celle-ci, sans que cette substitution entraîne novation à leur égard.

II. Caractéristiques des sociétés Absorbante et Absorbée

1. Caractéristiques de l'Absorbante

La Société Absorbante, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Lyon, est une société anonyme constituée le 02 octobre 1995 pour une durée de quatre-vingt-dix neuf ans à compter de son immatriculation au registre du commerce et des sociétés.

Le capital social de la Société Absorbante s'élève à ce jour à 3.048.980,34 Euros. Il est divisé en 200.000 actions de 15,2449017 Euros chacune, entièrement souscrites et libérées, toutes de même catégorie. Préalablement à la réalisation des opérations de fusion, la société Absorbante procèdera à la réduction de son capital social pour cause de pertes par réduction de la valeur nominale des 200.000 actions. Le capital social de la société Absorbante sera ainsi réduit de 1.893.380 € pour être fixé à 1.155.600 € divisé en 200.000 actions de 5,778 € de valeur nominale chacune.

La Société Absorbante n'a émis aucune autre valeur mobilière ou titres donnant ou pouvant donner, immédiatement ou à terme, droit à une part du capital social ou des droits de vote.

La Société Absorbante ne fait pas appel public à l'épargne.

L'exercice social de la Société Absorbante commence le 1ER JANVIER et se termine le 31 DECEMBRE.

La Société Absorbante a pour objet :

- l'étude et la réalisation de tous projets de caractère industriel, commercial, financier, mobilier ou immobilier,
- l'acquisition et la gestion de toutes valeurs mobilières,
- la prise de participation ou d'intérêts dans toutes sociétés et entreprises commerciales, industrielles, financières, mobilières, immobilières, françaises ou étrangères, par voie de création de sociétés nouvelles, d'apport, de souscription ou achat de titres ou droits sociaux, fusion, société en participation ou autrement,
- la gestion de tous biens immobiliers qu'elle est appelée à recevoir ou à acquérir.

Le président du conseil d'administration et directeur général est M. Claude DEPIERRE.

Le commissaire aux comptes titulaire de la société Absorbante est Monsieur Gérard CARO.

Le commissaire aux comptes suppléant de la société Absorbante est le cabinet JANNY MARQUE ET ASSOCIES.

2. <u>Caractéristiques de l'Absorbée</u>

CD'IM, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés le 27 JUIN 1997, est une société à responsabilité limitée constituée pour une durée expirant le 26 JUIN 2096.

Le capital de CD'IM s'élève à ce jour à 155.000 Euros, divisé en 500 parts sociales, entièrement souscrites et libérées, toutes de même catégorie.

L'exercice social de CD'IM commence le 1ER JANVIER et se termine le 31 DECEMBRE.

CD'IM a pour objet, en France et à l'étranger :

- ingénierie financière, aménagement foncier, promotion immobilière, construction vente, marchand de biens, prise de participations financières, location de biens immobiliers et mobiliers y compris véhicules,
- toutes opérations industrielles, commerciales, et financières, mobilières et immobilières, pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet social ou à tout objet similaire ou connexe pouvant favoriser son extension ou son développement,
- la participation de la société par tous moyens, à toutes entreprises ou sociétés créées ou à créer, pouvant se rattacher à l'objet social, notamment par voie de création de sociétés nouvelles, d'apport, commandite, souscription ou rachat de titres ou droits sociaux, fusion, alliance ou association en participation ou groupement d'intérêts économiques ou de location gérance.

Le gérant est M. Claude DEPIERRE.

Le commissaire aux comptes titulaire de CD'IM est le Cabinet COFIREC, 35, avenue Victor Hugo 75 116 PARIS.

Le commissaire aux comptes suppléant de CD'IM est M. Dominique LEGRAND.

3. Liens en capital entre les sociétés

La Société Absorbante est détenue, en pleine propriété et jouissance, par CD'IM, Société Absorbée, à hauteur de 199.998 actions, représentant 99,99 % du capital social et des droits de vote de la Société Absorbante.

4. Dirigeants communs

M. Claude DEPIERRE, associé-gérant de la société Absorbée est également Président Directeur Général de la société Absorbante.

Melle Céline DEPIERRE, associée de la société Absorbée est également représentante permanente de la société Absorbée au conseil d'administration de la société Absorbante.

5. Motifs et buts de la fusion

L'opération de fusion s'inscrit dans un processus de simplification des structures juridiques du groupe dans le cadre de l'exercice de ses activités, notamment dans le cadre des opérations de promotion immobilière.

Elle vise à renforcer la cohérence économique du pilotage de ces activités par la société Absorbante puisque celle-ci contrôle à ce jour les structures opérationnelles les plus porteuses de projets et notamment la participation au sein de la société APOGEE PROMOTION S.A.S réunissant un groupe d'associés indépendants, et à améliorer la lisibilité de l'exercice de ses activités vis à vis des tiers.

Elle doit permettre sur un plan financier de conforter le rôle de holding opérationnelle de la Société Absorbante, notamment vis à vis de la société APOGEE PROMOTION S.A.S dont les dispositions statutaires spécifiques nécessitent la préservation de la société Absorbante.

Elle doit enfin entraîner une réduction des charges de structures exposées par le groupe dans son ensemble, notamment au niveau administratif et comptable.

**CECI EXPOSE, IL A ETE ARRETE ET CONVENU CE QUI SUIT :**

## TITRE I

## DATE D'EFFET DE LA FUSION

**ARTICLE PREMIER – DATE D'EFFET DE LA FUSION – COMPTES UTILISES POUR ARRETER LES CONDITIONS DE L'OPERATION**

1.1 Conformément aux dispositions de l'article L. 236-4 2° du Code de commerce, il est précisé que la présente fusion prendra effet à compter du 1ER JANVIER 2003.

Toutes les opérations actives et passives réalisées par la société Absorbée depuis le 1ER JANVIER 2003 jusqu'à la date de réalisation définitive de la fusion seront considérées, d'un point de vue comptable et fiscal, comme accomplies par la Société Absorbante depuis cette date.

1.2 Les comptes de la société Absorbée et de la société Absorbante utilisés pour établir les conditions de l'opération sont ceux arrêtés à la date du 31 DECEMBRE 2002, date de clôture du dernier exercice social de chacune des sociétés intéressées.

Les comptes de l'exercice clos le 31 DECEMBRE 2002 de la société Absorbée ont été approuvés par l'assemblée générale ordinaire des actionnaires de cette société en date du 30 JUIN 2003.

Les comptes de l'exercice clos le 31 DECEMBRE 2002 de la Société Absorbante ont été approuvés par l'assemblée générale ordinaire des actionnaires de cette société en date du 30 JUIN 2003.

## TITRE II

## DESIGNATION ET EVALUATION DU PATRIMOINE TRANSMIS

**ARTICLE 2 – METHODE D'EVALUATION UTILISEE**

Pour la détermination des éléments apportés par la société Absorbée et la consistance des capitaux propres de la société Absorbante, s'agissant d'une fusion entre sociétés du même groupe dont la société Absorbante exerce à ce jour l'essentiel de l'activité économique et sans modification des équilibres juridiques existants, il a été décidé que les opérations seraient effectuées sur la base des valeurs comptables figurant aux bilans de la Société Absorbante et de la Société Absorbée au 31 DECEMBRE 2002, et ce, conformément aux principes généraux admis en ce domaine tant par le Conseil National des Commissaires aux Comptes et l'Ordre des Experts-Comptables.

## ARTICLE 3 – DESIGNATION ET EVALUATION DE L'ACTIF ET DU PASSIF

La société Absorbée apporte, sous les garanties ordinaires et de droit, à la Société Absorbante, ce qui est accepté par la société Absorbante, en vue de la fusion à intervenir entre la Société Absorbante et la Société Absorbée au moyen de l'absorption de la société Absorbée par la société Absorbante, la propriété et la jouissance de l'ensemble de ses biens, droits, obligations, actifs et passifs, sans exception ni réserve, avec les résultats actif et passif de leurs opérations faites depuis le 1ER JANVIER 2003 jusqu'à la date de la réalisation définitive de la fusion.

Le patrimoine de la société Absorbée sera dévolu à la Société Absorbante dans l'état où il se trouvera au jour de la réalisation définitive de la fusion, ce qui vaudra, de convention expresse, reprise par la Société Absorbante de toutes les opérations sociales effectuées par la société Absorbée depuis le 1ER JANVIER 2003 jusqu'à cette réalisation définitive.

### 3.1. Désignation de l'actif apporté

L'actif apporté par la société Absorbée comprend, au 31 DECEMBRE 2002, sans que sa désignation puisse être considérée comme limitative, les biens et droits ci-après désignés et évalués :

| | Valeur Nette Comptable au 31 DECEMBRE 2002 (€) |
|---|---|
| Immobilisations incorporelles | - |
| Immobilisations corporelles | 1.090 |
| Immobilisations financières<br><br>Autres participations<br>Créances rattachées à des participations<br>Autres immobilisations financières | <br><br>2.483.059<br>965.808<br>686 |
| Actif circulant<br><br>Stocks<br>Autres créances | <br><br>33.014<br>116.145 |
| **TOTAL DE L'ACTIF APPORTE** | **3.599.804** |

L'actif transmis comportera non seulement des biens et droits énoncés ci-dessus mais aussi tous ceux que la société Absorbée possédera au jour de la réalisation définitive de la fusion, et notamment tous projets ou programmes en cours.

3.2 Désignation du passif pris en charge

Les apports ci-dessus sont faits à charge pour la société Absorbante de prendre en charge et payer en son acquit et pour le compte de la société Absorbée la totalité du passif de cette société, dont le montant au 31 DECEMBRE 2002 est ci-après indiqué :

| | Valeur Nette Comptable Au 31 DECEMBRE 2002 (€) |
|---|---|
| Provisions pour risques et charges | - |
| Emprunts obligataires convertibles | - |
| Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit | 822.478 |
| Avances et acomptes reçus sur commandes en cours | - |
| Autres emprunts et dettes financières | 286.510 |
| Dettes fournisseurs et comptes rattachés | 410.370 |
| Dettes fiscales et sociales | 2.456 |
| Dettes sur immobilisations et comptes rattachés | - |
| Autres dettes | 422 |
| **TOTAL** | **1.522.237** |

D'une manière générale, le passif transmis comportera non seulement les passifs énoncés ci dessus, mais aussi ceux dont la société Absorbée sera redevable au jour de la réalisation définitive de la fusion, sans aucune exception ni réserve.

La Société Absorbante prendra en charge tout autre passif qui viendrait à se révéler ou qui aurait été omis ainsi que tous impôts, les frais et charges de toute nature, sans exception ni réserve, qui incomberont à la société Absorbée du fait de la fusion et notamment l'ensemble des frais et droits résultant de cette fusion, y compris celui pouvant résulter de litiges en cours ou de sinistres non réglés à cette date.

La Société Absorbante sera débitrice des créanciers de la société Absorbée aux lieu et place de celle-ci, sans que cette substitution entraîne novation à l'égard des créanciers. Il est donc expressément précisé que la description du passif figurant ci-dessus et les dispositions qui précèdent ne constituent pas une reconnaissance de dette au profit de prétendus créanciers, lesquels seront au contraire tenus d'établir leurs droits et de justifier de leurs titres.

Il est précisé que seront transmis à la société Absorbante l'ensemble des engagements hors bilan, le cas échéant, de la société Absorbée.

Enfin, il est précisé que l'endettement bancaire de la société Absorbée s'élève à ce jour à la somme de 688.189,24 EUROS environ.

3.3 Détermination de l'actif net apporté

| | | |
|---|---|---|
| - | Montant de l'actif de CD'IM | 3.599.804 |
| - | Montant du passif de CD'IM | 1.522.237 |
| - | Actif net apporté par CD'IM | 2.077.566 |

## TITRE III

## CHARGES ET CONDITIONS

### ARTICLE 4 – CHARGES ET CONDITIONS

4.1. En ce qui concerne la Société Absorbante

L'apport ci-dessus est consenti et accepté sous les charges et les conditions d'usage et de droit en pareille matière, notamment sous les conditions suivantes que la société Absorbante s'oblige à accomplir et exécuter, à savoir :

(i) La société Absorbante prendra les biens et droits apportés quelle que soit leur nature, dans l'état où le tout se trouvera lors de la réalisation définitive de la fusion, sans pouvoir élever aucune réclamation pour quelque cause que ce soit.

(ii) La société Absorbante supportera et acquittera, à compter du jour de la réalisation de la fusion, tous impôts, contributions, taxes, loyers, primes et cotisations d'assurance et autres frais, droits, honoraires et, généralement toutes les charges quelconques, ordinaires ou extraordinaires qui grèvent ou grèveront les biens apportés et sont inhérentes à leur propriété ou à leur exploitation, ainsi que toutes sommes dues par la société Absorbée, sans que cette substitution entraîne novation à l'égard des créanciers.

(iii) La Société Absorbante supportera et devra exécuter, à compter de cette même date de la réalisation de la fusion, tous traités, conventions et engagements quelconques qui auront pu être contractés par la société Absorbée relativement à l'exploitation des biens et droits qui lui sont apportés, notamment et de façon non limitative, ceux passés avec l'administration fiscale, avec les clients, les fournisseurs, les créanciers, ainsi que toutes assurances ayant trait à l'activité apportée définie ci-dessus. La Société Absorbante sera, à ses risques et périls, subrogée dans les droits et obligations résultant des engagements ci-dessus, souscrits par la société Absorbée, sans recours contre ladite société.

(iv) Les créanciers de la société Absorbée dont la créance est antérieure à la publicité donnée au projet de fusion, pourront faire opposition dans le délai de trente (30) jours francs à compter de la publication relative au présent projet. Une décision du Tribunal de Commerce rejettera l'opposition ou ordonnera soit le remboursement des créances, soit la constitution de garanties si la société Absorbante en offre et si elles sont jugées suffisantes. A défaut de remboursement des créances ou de constitution des garanties ordonnées, la fusion sera inopposable aux créanciers opposants. Conformément aux dispositions légales et réglementaires en vigueur, l'opposition formée par un créancier n'aura pas pour effet d'interdire la poursuite des opérations de fusion.

(v) La Société Absorbante sera subrogée purement et simplement dans les droits, actions, hypothèques, privilèges, garanties et sûretés personnelles ou réelles de toute nature qui pourraient être attachées aux créances incluses dans les apports.

(vi) La Société Absorbante sera tenue à l'acquit de la totalité du passif pris en charge, dans les termes et conditions où il est et deviendra exigible, au paiement de tous intérêts, et à l'exécution de toutes les conditions d'actes ou titres de créances pouvant exister, sauf à obtenir, de tous créanciers, tous accords modificatifs de ces termes et conditions.

(vii) La Société Absorbante aura, après la réalisation de la fusion, tous pouvoirs pour, aux lieu et place de la société Absorbée, relativement aux biens et droits apportés ou aux passifs pris en charge, intenter ou suivre toutes actions judiciaires, donner tous acquiescements à toutes décisions, recevoir ou payer toutes sommes dues en suite de ces décisions.

4.2 <u>En ce qui concerne la société Absorbée</u>

Les présents apports sont faits sous les charges et conditions d'usage et de droit en pareille matière, et notamment sous les conditions suivantes, à savoir :

(i) La société Absorbée s'interdit formellement jusqu'à la date définitive de la réalisation de la fusion, si ce n'est avec l'agrément de la société Absorbante, d'accomplir aucun acte de disposition relatif aux biens apportés et de signer aucun accord, traité ou engagement quelconque la concernant, sortant du cadre de la gestion courante, et en particulier de contracter aucun emprunt sous quelque forme que ce soit.

(ii) La société Absorbée fournira à la société Absorbante tous renseignements dont cette dernière pourrait avoir besoin, lui donnera toutes signatures et lui apportera tous concours utiles pour lui assurer vis-à-vis de quiconque la transmission des biens et droits compris dans les apports et l'entier effet des présentes conventions.

(iii) La société Absorbée fera notamment établir à la première réquisition de la société Absorbante, tous actes complétifs, réitératifs ou confirmatifs des présents apports et fourniront toutes justifications et signatures qui pourraient être nécessaires ultérieurement.

(iv) La société Absorbée remettra et livrera à la société Absorbante aussitôt après la réalisation définitive de la fusion, tous les biens et droits ci-dessus apportés ainsi que tous titres et documents de toute nature s'y rapportant.

4.3 Engagements réciproques

La société Absorbée et la Société Absorbante conviennent expressément que pendant toute la durée de la réalisation de la fusion, les deux sociétés se concerteront sur leur politique générale et, qu'en particulier, aucune d'elles ne prendra sans l'accord des autres, d'engagements susceptibles de modifier de manière significative, la consistance de son actif ou l'importance de son passif, en dehors de ceux résultant des opérations de gestion courante.

La société Absorbée remettra à la Société Absorbante les comptes de la période du 1ER JANVIER 2003 à la date de réalisation définitive de la fusion.

## TITRE IV

## DETERMINATION DU RAPPORT D'ECHANGE
## REMUNERATION DES APPORTS

### ARTICLE 5 - DETERMINATION DU RAPPORT D'ECHANGE

Le rapport d'échange déterminé sur les bases définies en **Annexe 1** s'établit à :

**650** actions de la Société Absorbante pour **1** part de la société Absorbée

Le rapport d'échange a été arrêté selon la méthode précitée, en sorte qu'il ne saurait être changé, à moins d'un mutuel assentiment des assemblées générales extraordinaires des sociétés qui seront appelées à statuer sur l'opération, au motif que la consistance ou l'importance du patrimoine de l'une ou de l'autre société, ayant servi à établir cette parité, aurait été modifiée depuis la date de référence utilisée pour établir la consistance des éléments d'actif et de passif.

Pour rémunérer l'apport-fusion, la société Absorbante devrait créer 325.000 actions au titre de l'absorption de la société Absorbée.

Toutefois, la société Absorbée est propriétaire de 199.998 actions de la société Absorbante de telle sorte que si la fusion se réalisait, cette dernière recevrait 199.998 de ses propres actions.

Ne pouvant rester propriétaire de ses propres actions si la fusion est réalisée, la société Absorbante procédera à l'annulation des 199.998 actions apportées par la Société Absorbée, au moyen d'une réduction de capital d'un montant égal à la valeur nominale de ces 199.998 actions.

## ARTICLE 6 - REMUNERATION DES APPORTS – AUGMENTATION DE CAPITAL DE LA SOCIETE ABSORBANTE – PRIME DE FUSION

### 6.1 Augmentation de capital

Il résulte du rapport d'échange ci-dessus arrêté que les associés de la société Absorbée recevront, en échange des 500 parts sociales de la société Absorbée, 325.000 actions de la société Absorbante.

En conséquence, la société Absorbante procédera à une augmentation de son capital d'un montant de 1.877.850 € pour le porter de 1.155.600 € à 3.033.450 €, par création de 325.000 actions nouvelles de 5,778 € chacune qui seront attribuées aux associés de la société Absorbée à raison de **650** actions MAFICOSE S.A. pour **1** part sociale CD'IM SARL.

Les nouvelles actions émises, qui seront soumises à toutes les dispositions statutaires, seront assimilées aux actions anciennes et jouiront des mêmes droits à compter du 1er JANVIER 2003, quelle que soit la date de réalisation définitive de la fusion.

Il est convenu que les associés de la société Absorbée, recevront en échange de leurs apports des actions ordinaires, toutes de même catégorie, de la Société Absorbante.

### 6.2 Prime de Fusion – Réduction de capital

La valeur des actifs nets apportés par la société Absorbée étant évaluée à 2.077.566 €, les 325.000 actions nouvelles de 5,778 € nominal chacune à créer par la société Absorbante seront assorties d'une prime de fusion de 0,6145 €, soit une prime globale de fusion de 199.715 €.

Cette prime de fusion sera inscrite au passif du bilan de la société Absorbante.

Toutefois, la société Absorbée, est propriétaire de 199.998 actions de la Société Absorbante, de sorte que si la fusion se réalisait, cette dernière recevrait 199.998 de ses propres actions.

Ne pouvant rester propriétaire de ses propres actions si la fusion se réalise, la société Absorbante procédera immédiatement après l'augmentation de capital ci-dessus, à une réduction de capital d'un montant égal à la valeur nominale des 199.998 actions MAFICOSE SA, apportées par la société Absorbée à hauteur de 199.998, lesdites actions étant annulées. Le montant de cette réduction de capital sera donc de 1.155.588,44 €.

Le capital social de la Société Absorbante s'établira ainsi, après ces opérations d'absorption et de réduction de capital social, à 1.877.861,56 € divisé en 325.002 actions de 5,778 € de valeur nominale.

De convention expresse, il est précisé qu'il sera proposé à l'assemblée générale extraordinaire de la société Absorbante :

- d'autoriser le conseil d'administration à procéder à l'imputation sur la prime de fusion de tout ou partie des frais, droits et impôts résultant de la fusion ;
- d'autoriser la réalisation sur ladite prime, de tous prélèvements en vue de satisfaire aux prescriptions de la réglementation fiscale, notamment pour la dotation de la réserve spéciale des plus-values à long terme provenant de la société Absorbée ;
- en tant que de besoin, d'autoriser l'assemblée générale ordinaire à donner à la prime de fusion ou au solde de celle-ci toutes autres affectations que l'incorporation au capital.

## TITRE V

## DISSOLUTION DE LA SOCIETE ABSORBEE

### ARTICLE 7 – DISSOLUTION DES SOCIETES ABSORBEES – REMISE DES ACTIONS NOUVELLES

Du fait de la dévolution de l'intégralité de son patrimoine à la société Absorbante, la société Absorbée se trouvera dissoute de plein droit, par le seul fait de la réalisation définitive de la fusion, c'est-à-dire à l'issue de l'assemblée générale extraordinaire de la société Absorbante qui approuvera la réalisation de la fusion.

Le passif de la société Absorbée devra être entièrement pris en charge par la société Absorbante, la dissolution de la société Absorbée ne sera suivie d'aucune opération de liquidation.

Les actions, toutes de même catégorie, créées par la société Absorbante en rémunération des apports de la société Absorbée seront immédiatement et directement attribuées aux associés de cette société, à raison de **650** actions MAFICOSE SA pour **1** part sociale CD'IM SARL.

Les associés de la société Absorbée qui ne posséderaient pas le nombre d'actions nécessaires pour obtenir sans rompus les actions de la société Absorbante correspondantes, devront procéder à l'achat ou à la vente du nombre de titres nécessaires.

Il est précisé que l'Assemblée Générale Extraordinaire de la société Absorbée appelée à approuver la fusion et à décider sa dissolution, conférera, en tant que de besoin aux mandataires de son choix, les pouvoirs les plus étendus, à l'effet de poursuivre la réalisation définitive des opérations de fusion par eux-mêmes, ou par un mandataire par eux désigné, et en conséquence de réitérer, si besoin était, les apports effectués à la société Absorbante, d'établir tous actes confirmatifs, complémentaires ou rectificatifs qui s'avéreraient nécessaire, d'accomplir tous actes et toutes formalités utiles pour faciliter la transmission du patrimoine de la société et enfin de remplir toutes formalités et faire toutes déclarations.

## TITRE VI

## PROPRIETE ET JOUISSANCE

### ARTICLE 8 – CONDITIONS SUSPENSIVES

Le présent projet de fusion, l'augmentation de capital de la société Absorbante et la dissolution de la société Absorbée ne seront définitifs qu'à compter du jour de la réalisation des conditions suspensives ci-après, à savoir :

- Réduction préalable du capital social de la société Absorbante pour cause de pertes pour une somme de 1.893.380 € par réduction de la valeur nominale passant de 15,2449 € à 5,778 € ;

- Approbation par l'assemblée générale extraordinaire des associés de CD'IM de la fusion absorption de CD'IM par la société Absorbante au titre du présent projet de fusion ;

- Approbation par l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société Absorbante de la fusion-absorption de la société Absorbée au titre du présent projet de fusion.

La réalisation de ces conditions suspensives sera suffisamment établie, vis-à-vis de quiconque, par la remise de :

- d'une copie ou d'un extrait certifié conforme du procès-verbal de la délibération des assemblées générales susmentionnées.

La constatation matérielle de la réalisation définitive de la fusion pourra avoir lieu par tous autres moyens appropriés.

Si les conditions suspensives ci-dessus n'étaient pas réalisées le 31 DECEMBRE 2003 au plus tard, le présent projet de fusion sera considéré comme nul et non avenu à la demande formulée par l'une ou l'autre des parties, notifiée à l'autre partie par lettre simple, sans qu'il y ait lieu à paiement d'aucune indemnité de part ni d'autre.

**ARTICLE 9 – REALISATION DE LA FUSION**

La société Absorbante aura la propriété et la jouissance des biens et droits apportés par la société Absorbée à compter du jour où la fusion sera devenue définitive.

Nonobstant les stipulations relatives à la date d'entrée effective en jouissance, les effets de la fusion, objet des présentes, devront remonter au 1ER JANVIER 2003, soit le lendemain de la date ayant servi de référence à la détermination de la consistance et à la valeur des biens apportés.

La société Absorbante reprendra toutes les opérations actives et passives, relatives aux éléments apportés, effectuées par la société Absorbée au titre de la période comprise entre le 1ER JANVIER 2003 et la date de réalisation définitive de la fusion, s'engageant à prendre en charge les actifs apportés et les passifs transmis, tels qu'ils existeront alors.

Corrélativement, les résultats de l'exploitation des biens et droits apportés par la société Absorbée seront repris intégralement par la société Absorbante.

## TITRE VII

## DECLARATIONS

**ARTICLE 10 – DECLARATIONS**

La société Absorbée déclare qu'à sa connaissance :

i) elle est valablement propriétaire et a la libre et exclusive jouissance de l'ensemble des actifs figurant dans ses comptes de l'exercice clos au 31 DECEMBRE 2002 ;

ii) les éléments de l'actif apporté au titre de la fusion ne sont grevés d'aucune inscription de privilège de vendeur, nantissement, warrant, gage ou charge quelconque et sont en libre disposition entre les mains de la Société Absorbée ;

iii) elle n'a jamais été ni n'est à ce jour en état de cessation des paiements, de redressement ou de liquidation judiciaire, ni n'a fait ni ne fait à ce jour l'objet d'une procédure de règlement amiable ;

iv) elle est à jour des impôts exigibles et cotisations parafiscales, ainsi que de toutes autres obligations de l'administration fiscale et, le cas échéant, des divers organismes de sécurité sociale ;

v) aucun contrat n'a été conclu par l'Absorbée pouvant être rompu unilatéralement par un tiers en cas d'absorption de l'Absorbée par une autre société dans le cas de fusion ;

vi) elle est assurée de façon adéquate pour l'ensemble de ses biens et de ses activités, en particulier en ce qui concerne sa responsabilité civile ;

vii) elle n'a pas consenti d'aval, caution, garantie ou lettre de confort à l'égard de tiers ;

viii) aucun événement n'est survenu et aucune action ou engagement n'a été pris par elle depuis le 1ER JANVIER 2003, autrement que dans le cadre de la gestion courante ;

ix) plus généralement, il n'existe aucun engagement financier ou autre, y compris toute somme due au titre d'un litige ou risque de litige, qui serait de nature à remettre en cause l'évaluation des apports, leur rémunération et le rapport d'échange retenu pour la présente fusion.

## TITRE VIII

## REGIME FISCAL

### ARTICLE 11 - DISPOSITIONS GENERALES

Les parties reconnaissent expressément que la présente fusion aura sur le plan fiscal la même date d'effet que sur le plan comptable, soit le 1ER JANVIER 2003, et s'engagent à en accepter toutes les conséquences.

La société Absorbée et la société Absorbante se conformeront à toutes les dispositions légales en vigueur, en ce qui concerne les déclarations à établir pour le paiement de l'impôt sur les sociétés et toutes autres impositions et taxes résultant de la réalisation définitive des présentes opérations, dans le cadre de ce qui sera dit ci-après.

### ARTICLE 12 – IMPOT SUR LES SOCIETES

Les parties déclarent placer la présente fusion sous le régime des dispositions de l'article 210 A du Code Général des Impôts.

A cet effet, la Société Absorbante s'engage à respecter les prescriptions légales en la matière, et notamment :

a) à reprendre à son passif :

- d'une part, les provisions dont l'imposition a été différée chez la société Absorbée et qui ne deviennent pas sans objet du fait de la fusion ;

- d'autre part, le cas échéant, la réserve spéciale où ont été portées les plus-values à long terme soumises à l'impôt sur les sociétés à l'un des taux réduits prévus par l'article 219-I-a du Code Général des Impôts, telle que cette réserve figurera au bilan de la société Absorbée à la date de réalisation définitive de la fusion ;

b) à se substituer à la société Absorbée, le cas échéant, pour la réintégration des plus-values dont l'imposition a été différée chez ces dernières ; cet engagement comprend l'obligation faite à la société Absorbante, en vertu des dispositions de l'article 210 A-3-d du Code Général des Impôts, de procéder, en cas de cession de l'un des biens amortissables apportés, à l'imposition immédiate de la fraction de plus-value afférente à ce bien qui n'aurait pas encore été réintégrée à la date de ladite cession ;

c) à calculer les plus-values réalisées ultérieurement à l'occasion de la cession des immobilisations non amortissables reçues lors de la présente fusion d'après la valeur qu'avaient ces biens, du point de vue fiscal, dans les écritures de la société Absorbée ;

d) à réintégrer dans ses bénéfices imposables à l'impôt sur les sociétés, selon les modalités prévues à l'article 210 A-3-d du Code Général des Impôts, les plus-values dégagées, le cas échéant, dans le cadre de la présente fusion par la société Absorbée sur les biens amortissables ; cet engagement comprend l'obligation faite à la société Absorbante, en vertu des dispositions de l'article 210 A-3-d précité, de procéder, en cas de cession de l'un des biens amortissables concernés, à l'imposition immédiate de la fraction de la plus-value afférente à ce bien qui n'aurait pas encore été réintégrée à la date de ladite cession ;

e) à inscrire à son bilan les éléments d'actif qui lui sont apportés, autres que les immobilisations, pour la valeur qu'ils avaient, du point de vue fiscal, dans les écritures de la société Absorbée au 31 DECEMBRE 2002 ;

f) à reprendre personnellement l'engagement de conservation des titres éventuellement pris par la société Absorbée en application des dispositions de l'article 145-1 c du Code Général des Impôts ;

g) dans la mesure où les éléments apportés seront transcrits pour leur valeur comptable, à reprendre à son bilan les écritures de chacune des Sociétés Absorbées en opérant la répartition entre leur valeur d'origine, les amortissements et les provisions pour dépréciation ; les dotations aux amortissements devant être calculées à partir de la valeur d'origine qu'avaient les biens en cause dans les écritures de chacune des Sociétés Absorbées ;

Par ailleurs, la Société Absorbante et la société Absorbée s'engagent à accomplir, au titre de la présente fusion, les obligations déclaratives prévues par l'article 54 septies du Code Général des Impôts, à savoir :

- joindre à leurs déclarations l'état de suivi des valeurs fiscales prévu à l'article 54 septies du Code Général des Impôts ;
- en ce qui concerne la Société Absorbante, tenir le registre spécial des plus-values prévu à l'article 54 septies du Code Général des Impôts.

## ARTICLE 13 - TVA

La Société Absorbante sera, de convention expresse, purement et simplement subrogée dans les droits et obligations de la société Absorbée.

En conséquence, cette dernière transférera purement et simplement à la société Absorbante les crédits de TVA dont elles disposeront au jour de la réalisation définitive de la fusion.

La société Absorbée adressera au service des impôts dont elle relève une déclaration en double exemplaire, mentionnant le montant du crédit de TVA transféré à la Société Absorbante.

La Société Absorbante notifiera l'ensemble des différents engagements ci-avant énumérés pris en matière de TVA au service des Impôts dont elle relève, par déclaration établie en double exemplaire.

## ARTICLE 14 – DROITS D'ENREGISTREMENT

Les parties déclarent que la présente fusion entre dans le champ d'application du régime spécial prévu aux articles 816 du Code Général des Impôts et 301-B de l'Annexe II audit Code.

En conséquence, le présent apport-fusion sera enregistré moyennant le paiement du seul droit fixe de 230 €.

## ARTICLE 15 - OPERATIONS ANTERIEURES ET DISPOSITIONS DIVERSES

En outre, la société Absorbante reprend le bénéfice et/ou la charge de tous engagements d'ordre fiscal qui auraient pu être antérieurement souscrits par la société Absorbée à l'occasion d'opérations antérieures ayant bénéficié d'un régime fiscal de faveur, notamment en matière de droits d'enregistrement et/ou d'impôt sur les sociétés, ou encore de taxes sur le chiffre d'affaires.

La société Absorbante s'engage à conserver jusqu'au terme du délai de cinq ans originaire prévu par l'article 217 undecies IV du Code Général des Impôts, les parts sociales ayant fait l'objet des déclarations et attestations des sociétés civiles immobilières concernées (SCI LE BONHEUR, SCI L'ALLEGRESSE) prévues par l'article 140 decies et suivants de l'annexe II au Code Général des Impôts.

## TITRE IX

## DISPOSITIONS DIVERSES

### ARTICLE 16 - REMISE DE TITRES

Il sera remis à la société Absorbante, lors de la réalisation définitive de la fusion, les originaux des actes constitutifs et modificatifs de la société Absorbée ainsi que les livres de comptabilité , les titres de propriété, les valeurs mobilières, la justification de la propriété de tous autres droits sociaux et tous contrats, archives, pièces et documents relatifs aux biens et droits apportés par la société Absorbée.

### ARTICLE 17 – FRAIS ET DROITS

Les frais, droits d'enregistrement et honoraires auxquels donnera lieu la fusion, ainsi que ceux qui seront la suite ou la conséquence seront supportés par la société Absorbante qui s'y oblige.

### ARTICLE 18 - FORMALITES

La société Absorbante remplira toutes formalités légales de dépôt et de publicité relatives à la présente fusion.

Le présent projet de fusion sera publié, conformément à la loi et de telle sorte que le délai accordé aux créanciers pour former opposition à la suite de cette publicité soit expiré avant la tenue de l'Assemblée Générale appelée à statuer sur ce projet.

La société Absorbante fera son affaire personnelle des déclarations et formalités nécessaires auprès de toutes administrations qu'il appartiendra, pour faire mettre à son nom les biens apportés.

La société Absorbante remplira, d'une manière générale, toutes formalités nécessaires en vue de rendre opposable aux tiers la transmission des biens et droits à elle apportés.

### ARTICLE 19 - POUVOIRS

Pour faire les dépôts, publications, significations, notifications et généralement toutes les formalités prescrites par la loi ou qui apparaîtraient nécessaires ou utiles, tous pouvoirs sont donnés au porteur d'une copie ou d'un extrait certifié conforme des présentes et de toute pièce constatant la réalisation définitive de l'apport.

## ARTICLE 20 – CLAUSE D'EFFET RELATIF

Au cas où l'une quelconque des dispositions du présent traité de fusion deviendrait nulle ou serait déclarée nulle, interdite ou sans effet, la validité des autres dispositions n'en serait pas pour autant affectée. Les parties s'engagent à convenir d'une nouvelle disposition en remplacement de celle nulle, interdite ou sans effet, le tout dans le respect de l'esprit et la commune intention traduite par la disposition nulle, interdite ou sans effet.

## ARTICLE 21 – ANNEXES

Les annexes au traité de fusion font partie de ce traité et ne pourront être modifiées sans l'accord préalable et écrit des parties.

## ARTICLE 22 - ELECTION DE DOMICILE

Pour l'exécution du présent acte et des actes ou procès-verbaux qui en seront la suite ou la conséquence, les parties feront respectivement élection de domicile en leur siège social.

## ARTICLE 23 – DROIT APPLICABLE

Le présent traité de fusion est soumis au droit français.

**FAIT A LYON, LE 12 NOVEMBRE 2003**
en 7 exemplaires originaux, dont :

- 1 pour l'enregistrement s'il est requis,
- 1 pour chaque partie,
- 4 pour les dépôts au greffe prévus par la loi,

| | |
|---|---|
| **MAFICOSE S.A., Société Absorbante** | **CD'IM S.A.R.L, Société Absorbée** |
| **M. Claude DEPIERRE,** | **M. Claude DEPIERRE, Gérant.** |
| **Président et Directeur Général** | |

**Annexes** :

1. Bases du Rapport d'échange
2. Comptes annuels de l'exercice clos au 31 DECEMBRE 2002 de MAFICOSE
   Comptes annuels de l'exercice clos au 31 DECEMBRE 2002 de CD'IM

## ANNEXE 1

**Détermination du rapport d'échange** :

| | MAFICOSE S.A. | CD'IM SARL | |
|---|---|---|---|
| Nombre de titres au 31.12.02 | 200.000 | 500 | |
| Capital social au 31.12.02 | 3.048.980 | 155.000 | |
| Capitaux propres au 31.12.02 | 1.155.600 | 2.077.566 | |
| Valeur mathématique au 31.12.02 | 5,78 | 4.155,13 | |
| Plus values latentes sur actifs (estimée) | 1.575.000 | 0 | |
| Plus value latente sur titres MAFICOSE | Na | 2.041.726 | |
| Valeur mathématique corrigée | 15,15 | 9.838,58 | |
| Rapport d'échange arrêté entre les parties | | | **650** |
| | | | |

**Eléments pris en considération lors de la détermination du rapport d'échange :**

- Restructuration intra-groupe,
- Absence d'intérêts minoritaires significatifs.

**MAFICOSE S.A., Société Absorbante**
**M. Claude DEPIERRE,**
**Président et Directeur Général**

**CD'IM S.A.R.L, Société Absorbée**
**M. Claude DEPIERRE, Gérant.**

N° 10937 * 05
Formulaire obligatoire (article 53 A du code général des impôts)

(1) **BILAN - ACTIF**

**D.G.I. N° 2050** (2003) 3

Désignation de l'entreprise : SARL CD' IM — Durée de l'exercice exprimée en nombre de mois* 12

Adresse de l'entreprise 37 RUE PIERRE GAY 69150 DECINES — Durée de l'exercice précédent* 12

Numéro SIRET* 41269375600014 — Code APE 742C

*EXEMPLAIRE A CONSERVER PAR LE DECLARANT*

| | | | | Brut 1 | Amortissements, provisions 2 | Exercice N clos le, 31122002 Net 3 | N-1 31122001 Net 4 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | Capital souscrit non appelé (I) | AA | | | | |
| ACTIF IMMOBILISÉ* | IMMOBILISATIONS INCORPORELLES | Frais d'établissement * | AB | | AC | | |
| | | Frais de recherche et développement * | AD | | AE | | |
| | | Concessions, brevets et droits similaires | AF | | AG | | |
| | | Fonds commercial (1) | AH | | AI | | |
| | | Autres immobilisations incorporelles | AJ | | AK | | |
| | | Avances et acomptes sur immobilisations incorporelles | AL | | AM | | |
| | IMMOBILISATIONS CORPORELLES | Terrains | AN | | AO | | |
| | | Constructions | AP | | AQ | | |
| | | Installations techniques, matériel et outillage industriels | AR | | AS | | |
| | | Autres immobilisations corporelles | AT | 2 010 | AU 919 | 1 090 | 636 |
| | | Immobilisations en cours | AV | | AW | | |
| | | Avances et acomptes | AX | | AY | | |
| | IMMOBILISATIONS FINANCIERES (2) | Participations évaluées selon la méthode de mise en équivalence | CS | | CT | | |
| | | Autres participations | CU | 2 483 059 | CV | 2 483 059 | 2 483 059 |
| | | Créances rattachées à des participations | BB | 965 808 | BC | 965 808 | 958 725 |
| | | Autres titres immobilisés | BD | | BE | | |
| | | Prêts | BF | | BG | | |
| | | Autres immobilisations financières* | BH | 686 | BI | 686 | 686 |
| | | TOTAL (II) | BJ | 3 451 564 | BK 919 | 3 450 644 | 3 443 107 |
| ACTIF CIRCULANT | STOCKS * | Matières premières, approvisionnements | BL | | BM | | |
| | | En cours de production de biens | BN | | BO | | |
| | | En cours de production de services | BP | | BQ | | |
| | | Produits intermédiaires et finis | BR | | BS | | |
| | | Marchandises | BT | 33 014 | BU | 33 014 | 7 622 |
| | | Avances et acomptes versés sur commandes | BV | | BW | | |
| | CRÉANCES | Clients et comptes rattachés (3)* | BX | | BY | | |
| | | Autres créances (3) | BZ | 116 145 | CA | 116 145 | 102 674 |
| | | Capital souscrit et appelé, non versé | CB | | CC | | |
| | DIVERS | Valeurs mobilières de placement (dont actions propres : .....) | CD | | CE | | |
| | | Disponibilités | CF | | CG | | 355 566 |
| Comptes de régularisation | | Charges constatées d'avance (3)* | CH | | CI | | |
| | | TOTAL (III) | CJ | 149 160 | CK | 149 160 | 465 864 |
| | | Charges à répartir sur plusieurs exercices* (IV) | CL | | | | |
| | | Primes de remboursement des obligations (V) | CM | | | | |
| | | Ecarts de conversion actif* (VI) | CN | | | | |
| | | TOTAL GÉNÉRAL (I à VI) | CO | 3 600 724 | 1A 919 | 3 599 804 | 3 908 971 |

Renvois : (1) Dont droit au bail : — (2) part à moins d'un an des immobilisations financières nettes : CP — (3) Part à plus d'un an CR

Clause de réserve de propriété :* Immobilisations : — Stocks : — Créances :

* Des explications concernant cette rubrique sont données dans la notice n° 2032

N° 10938 * 05
Formulaire obligatoire (article 53 A du Code général des impôts)

(2) **BILAN – PASSIF avant répartition**

D.G.I. **N° 2051** (2003) 3

Désignation de l'entreprise SARL CD' IM

| | | | | Exercice N | Exercice N – 1 |
|---|---|---|---|---|---|
| CAPITAUX PROPRES | Capital social ou individuel (1)* (Dont versé : 155 000) | | DA | 155 000 | 155 000 |
| | Primes d'émission, de fusion, d'apport, ... | | DB | | |
| | Ecarts de réévaluation (2)* (dont écart d'équivalence) | EK | DC | | |
| | Réserve légale (3) | | DD | 15 549 | 15 549 |
| | Réserves statutaires ou contractuelles | | DE | | |
| | Réserves réglementées (3)* (Dont réserve spéciale des provisions pour fluctuation des cours) | B1 | DF | | |
| | Autres réserves (Dont réserve relative à l'achat d'oeuvres originales d'artistes vivants*) | EJ | DG | | |
| | Report à nouveau | | DH | 1 892 243 | 1 877 102 |
| | **RÉSULTAT DE L'EXERCICE (bénéfice ou perte)** | | DI | 14 773 | 15 140 |
| | Subventions d'investissement | | DJ | | |
| | Provisions réglementées * | | DK | | |
| | **TOTAL (I)** | | DL | 2 077 566 | 2 062 793 |
| Autres fonds propres | Produit des émissions de titres participatifs | | DM | | |
| | Avances conditionnées | | DN | | |
| | **TOTAL (II)** | | DO | | |
| Provisions pour risques et charges | Provisions pour risques | | DP | | 419 234 |
| | Provisions pour charges | | DQ | | |
| | **TOTAL (III)** | | DR | | 419 234 |
| DETTES (4) | Emprunts obligataires convertibles | | DS | | |
| | Autres emprunts obligataires | | DT | | |
| | Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (5) | | DU | 822 478 | 914 694 |
| | Emprunts et dettes financières divers (Dont emprunts participatifs) | EI | DV | 286 510 | 417 636 |
| | Avances et acomptes reçus sur commandes en cours | | DW | | |
| | Dettes fournisseurs et comptes rattachés | | DX | 410 370 | 78 208 |
| | Dettes fiscales et sociales | | DY | 2 456 | 11 615 |
| | Dettes sur immobilisations et comptes rattachés | | DZ | | |
| | Autres dettes | | EA | 422 | 4 789 |
| Compte régul. | Produits constatés d'avance (4) | | EB | | |
| | **TOTAL (IV)** | | EC | 1 522 237 | 1 426 943 |
| | Ecarts de conversion passif* **(V)** | | ED | | |
| | **TOTAL GÉNÉRAL (I à V)** | | EE | 3 599 804 | 3 908 971 |

**RENVOIS**

| | | | |
|---|---|---|---|
| (1) | Écart de réévaluation incorporé au capital | 1B | |
| (2) | Dont Réserve spéciale de réévaluation (1959) | 1C | |
| | Dont Ecart de réévaluation libre | 1D | |
| | Dont Réserve de réévaluation (1976) | 1E | |
| (3) | Dont réserve spéciale des plus–values à long terme * | EF | |
| (4) | Dettes et produits constatés d'avance à moins d'un an | EG | 834 048 / 512 249 |
| (5) | Dont concours bancaires courants, et soldes créditeurs de banques et CCP | EH | 17 925 |

* Des explications concernant cette rubrique sont données dans la notice n° 2032

*EXEMPLAIRE A CONSERVER PAR LE DECLARANT*

CEGID SA

N° 10167 * 07
Formulaire obligatoire (article 53 A du Code général des impôts)

(3) **COMPTE DE RÉSULTAT DE L'EXERCICE (En liste)**

D.G.I. N° 2052 (2003)

3

Désignation de l'entreprise : SARL CD' IM

*EXEMPLAIRE A CONSERVER PAR LE DECLARANT*

| | | | Exercice N | | | | | | Exercice (N – 1) |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | France | | Exportations et livraisons intracommunautaires | | Total | | |
| PRODUITS D'EXPLOITATION | Ventes de marchandises* | FA | | FB | | FC | | | 118 014 |
| | Production vendue biens * | FD | | FE | | FF | | | |
| | Production vendue services * | FG | 406 | FH | | FI | 406 | | |
| | **Chiffres d'affaires nets *** | FJ | 406 | FK | | FL | 406 | | 118 014 |
| | Production stockée* | | | | | FM | | | |
| | Production immobilisée* | | | | | FN | | | |
| | Subventions d'exploitation | | | | | FO | | | |
| | Reprises sur amortissements et provisions, transferts de charges* (9) | | | | | FP | 1 741 | | 5 050 |
| | Autres produits (1) (11) | | | | | FQ | 1 041 | | |
| | **Total des produits d'exploitation (2) (I)** | | | | | FR | 3 188 | | 123 065 |
| CHARGES D'EXPLOITATION | Achats de marchandises (y compris droits de douane)* | | | | | FS | 325 392 | | (35 310) |
| | Variation de stock (marchandises)* | | | | | FT | (25 392) | | 58 997 |
| | Achats de matières premières et autres approvisionnements (y compris droits de douane)* | | | | | FU | | | |
| | Variation de stock (matières premières et approvisionnements)* | | | | | FV | | | |
| | Autres achats et charges externes (3) (6 bis)* | | | | | FW | 56 636 | | 92 152 |
| | Impôts, taxes et versements assimilés* | | | | | FX | 1 341 | | 7 181 |
| | Salaires et traitements* | | | | | FY | 7 320 | | 7 317 |
| | Charges sociales (10) | | | | | FZ | | | 2 083 |
| | DOTATIONS D'EXPLOITATION Sur immobilisations – dotations aux amortissements* | | | | | GA | 717 | | 384 |
| | DOTATIONS D'EXPLOITATION Sur immobilisations – dotations aux provisions* | | | | | GB | | | |
| | DOTATIONS D'EXPLOITATION Sur actif circulant : dotations aux provisions* | | | | | GC | | | |
| | DOTATIONS D'EXPLOITATION Pour risques et charges : dotations aux provisions | | | | | GD | | | |
| | Autres charges (12) | | | | | GE | 46 | | 2 744 |
| | **Total des charges d'exploitation (4) (II)** | | | | | GF | 366 061 | | 135 550 |
| **1 – RÉSULTAT D'EXPLOITATION (I – II)** | | | | | | GG | (362 872) | | (12 485) |
| opérations en commun | Bénéfice attribué ou perte transférée* (III) | | | | | GH | | | |
| opérations en commun | Perte supportée ou bénéfice transféré* (IV) | | | | | GI | | | |
| PRODUITS FINANCIERS | Produits financiers de participations (5) | | | | | GJ | | | |
| PRODUITS FINANCIERS | Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé (5) | | | | | GK | | | |
| PRODUITS FINANCIERS | Autres intérêts et produits assimilés (5) | | | | | GL | 8 411 | | 9 778 |
| PRODUITS FINANCIERS | Reprises sur provisions et transferts de charges | | | | | GM | 419 234 | | |
| PRODUITS FINANCIERS | Différences positives de change | | | | | GN | | | |
| PRODUITS FINANCIERS | Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement | | | | | GO | | | |
| PRODUITS FINANCIERS | **Total des produits financiers (V)** | | | | | GP | 427 645 | | 9 778 |
| CHARGES FINANCIERES | Dotations financières aux amortissements et provisions* | | | | | GQ | | | |
| CHARGES FINANCIERES | Intérêts et charges assimilées (6) | | | | | GR | 45 457 | | 51 680 |
| CHARGES FINANCIERES | Différences négatives de change | | | | | GS | | | |
| CHARGES FINANCIERES | Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement | | | | | GT | | | |
| CHARGES FINANCIERES | **Total des charges financières (VI)** | | | | | GU | 45 457 | | 51 680 |
| **2 – RÉSULTAT FINANCIER (V – VI)** | | | | | | GV | 382 188 | | (41 901) |
| **3 – RÉSULTAT COURANT AVANT IMPÔTS (I – II + III – IV + V – VI)** | | | | | | GW | 19 315 | | (54 387) |

(RENVOIS : voir tableau n° 2053) * Des explications concernant cette rubrique sont données dans la notice n° 2032.

N° 10947 * 05
Formulaire obligatoire (article 53 A du Code général des impôts)

(4) **COMPTE DE RÉSULTAT DE L'EXERCICE (suite)**

D.G.I. N° 2053 (2003)

3

Désignation de l'entreprise SARL CD' IM

| | | | Exercice N | Exercice N – 1 |
|---|---|---|---|---|
| PRODUITS EXCEPTIONNELS | Produits exceptionnels sur opérations de gestion | HA | | |
| | Produits exceptionnels sur opérations en capital * | HB | | |
| | Reprises sur provisions et transferts de charges | HC | | 76 224 |
| | **Total des produits exceptionnels (7) (VII)** | HD | | 76 224 |
| CHARGES EXCEPTIONNELLES | Charges exceptionnelles sur opérations de gestion (6 bis) | HE | | |
| | Charges exceptionnelles sur opérations en capital * | HF | | 1 981 |
| | Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions | HG | | |
| | **Total des charges exceptionnelles (7) (VIII)** | HH | | 1 981 |
| **4 – RÉSULTAT EXCEPTIONNEL (VII – VIII)** | | HI | | 74 242 |
| Participation des salariés aux résultats de l'entreprise (IX) | | HJ | | |
| Impôts sur les bénéfices * (X) | | HK | 4 542 | 4 714 |
| **TOTAL DES PRODUITS (I + III + V + VII)** | | HL | 430 834 | 209 067 |
| **TOTAL DES CHARGES (II + IV + VI + VIII + IX + X)** | | HM | 416 061 | 193 926 |
| **5 – BÉNÉFICE OU PERTE (Total des produits – total des charges)** | | HN | 14 773 | 15 140 |
| (1) | Dont produits nets partiels sur opérations à long terme | HO | | |
| (2) Dont | produits de location immobilières | HY | | |
| | produits d'exploitation afférents à des exercices antérieurs (à détailler au (8) ci–dessous) | IG | | |
| (3) Dont | – Crédit–bail mobilier * | HP | | |
| | – Crédit–bail immobilier | HQ | | |
| (4) | Dont charges d'exploitation afférentes à des exercices antérieurs (à détailler au (8) ci–dessous) | IH | | |
| (5) | Dont produits concernant les entreprises liées | IJ | | |
| (6) | Dont intérêts concernant les entreprises liées | IK | | |
| (6bis) | Dont dons faits aux organismes d'intérêt général (art.238 bis du C.G.I.) | HX | | |
| (9) | Dont transferts de charges | A1 | 1 741 | 5 050 |
| (10) | Dont cotisations personnelles de l'exploitant (13) | A2 | | 2 083 |
| (11) | Dont redevances pour concessions de brevets, de licences (produits) | A3 | | |
| (12) | Dont redevances pour concessions de brevets, de licences (charges) | A4 | | |
| (13) | Dont primes et cotisations complémentaires personnelles : facultatives A6 | | obligatoires A9 | | 2 083 |

RENVOIS

(7) Détail des produits et charges exceptionnels (Si ce cadre est insuffisant, joindre un état du même modèle):

| | Exercice N | |
|---|---|---|
| | Charges exceptionnelles | Produits exceptionnels |
| | | |
| | | |
| | | |
| | | |
| | | |
| | | |

(8) Détail des produits et charges sur exercices antérieurs :

| | Exercice N | |
|---|---|---|
| | Charges antérieures | Produits antérieurs |
| | | |
| | | |
| | | |
| | | |
| | | |

* Des explications concernant cette rubrique sont données dans la notice n° 2032

*EXEMPLAIRE A CONSERVER PAR LE DECLARANT*

CEGID SA

# ANNEXES

Monnaie de tenue: EURO
Monnaie de présentation : EURO

## SARL CD'IM

37 RUE PIERRE GAY
69150 DECINES

**Exercice du 01/01/02 au 31/12/02**

*SIRET : 41269375600014 NAF : 742C*
*Activité : PROMOTION IMMOBILIERE*

# Règles et méthodes comptables

Les conventions comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation ;
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre ;
- indépendance des exercices.

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.
La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les principales méthodes utilisées sont les suivantes :

## Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires, hors frais d'acquisition des immobilisations) ou à leur coût de production.
Les intérêts des emprunts spécifiques à la production d'immobilisations sont inclus dans le coût de production de ces immobilisations.
Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire ou dégressif en fonction de la durée de vie prévue.

- Constructions ans
- Agencements et aménagements des constructions ans
- Installations techniques ans
- Matériel et outillage industriels ans
- Installations générales ans
- Matériel de bureau et informatique 3 ans

## Participations, autres titres immobilisés, valeurs mobilières de placement

La valeur brute est constituée par le coût d'achat hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

## Stocks

Les stocks sont évalués suivant la méthode premier entré, premier sorti.
La valeur brute des marchandises et des approvisionnements comprend le prix d'achat et les frais accessoires.

## Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

## Primes de remboursement des obligations

Les primes de remboursement sont amorties au prorata des intérêts courus.

## Provisions réglementées

Le tableau 2056 décrit, le cas échéant, l'état de ces provisions.

## Intégration fiscale

La SARL CD'IM représente la société du groupe fiscal intégré, qui comprend les sociétés suivantes :

- SCI LE BONHEUR
- SCI L'ALLEGRESSE
- SCI LE PRINTEMPS

A ce titre, la comptabilisation de la dette d'impôt sur les sociétés respecte la convention d'intégration fiscale définissant les relations et engagements des sociétés du groupe décrit ci-dessus.

N° 10937 * 05
Formulaire obligatoire (article 53 A du code général des impôts)

(1) **BILAN – ACTIF**

D.G.I. N° **2050** (2003) 3

Désignation de l'entreprise : SA MAFICOSE — Durée de l'exercice exprimée en nombre de mois* 12

Adresse de l'entreprise 37 rue Pierre Gay 69150 DECINES — Durée de l'exercice précédent* 12

Numéro SIRET* 40263541100018 — Code APE 671C

*EXEMPLAIRE A CONSERVER PAR LE DECLARANT*

| | | | | Brut 1 | Amortissements, provisions 2 | Exercice N clos le, 31122002 Net 3 | N-1 31122001 Net 4 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | Capital souscrit non appelé (I) | AA | | | | |
| ACTIF IMMOBILISÉ* | IMMOBILISATIONS INCORPORELLES | Frais d'établissement * | AB | | AC | | |
| | | Frais de recherche et développement * | AD | | AE | | |
| | | Concessions, brevets et droits similaires | AF | | AG | | |
| | | Fonds commercial (1) | AH | | AI | | |
| | | Autres immobilisations incorporelles | AJ | | AK | | |
| | | Avances et acomptes sur immobilisations incorporelles | AL | | AM | | |
| | IMMOBILISATIONS CORPORELLES | Terrains | AN | | AO | | |
| | | Constructions | AP | | AQ | | |
| | | Installations techniques, matériel et outillage industriels | AR | | AS | | |
| | | Autres immobilisations corporelles | AT | | AU | | |
| | | Immobilisations en cours | AV | | AW | | |
| | | Avances et acomptes | AX | | AY | | |
| | IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES (2) | Participations évaluées selon la méthode de mise en équivalence | CS | | CT | | |
| | | Autres participations | CU | 449 351 | CV | 449 351 | 449 351 |
| | | Créances rattachées à des participations | BB | 689 368 | BC | 689 368 | 892 469 |
| | | Autres titres immobilisés | BD | | BE | | |
| | | Prêts | BF | | BG | | |
| | | Autres immobilisations financières* | BH | | BI | | |
| | | TOTAL (II) | BJ | 1 138 719 | BK | 1 138 719 | 1 341 821 |
| ACTIF CIRCULANT | STOCKS * | Matières premières, approvisionnements | BL | | BM | | |
| | | En cours de production de biens | BN | | BO | | |
| | | En cours de production de services | BP | | BQ | | |
| | | Produits intermédiaires et finis | BR | | BS | | |
| | | Marchandises | BT | | BU | | |
| | | Avances et acomptes versés sur commandes | BV | | BW | | |
| | CRÉANCES | Clients et comptes rattachés (3)* | BX | 28 759 | BY | 28 759 | 28 759 |
| | | Autres créances (3) | BZ | 236 787 | CA | 236 787 | 76 986 |
| | | Capital souscrit et appelé, non versé | CB | | CC | | |
| | DIVERS | Valeurs mobilières de placement (dont actions propres : .....) | CD | 129 996 | CE | 129 996 | |
| | | Disponibilités | CF | 42 630 | CG | 42 630 | 5 920 |
| Comptes de régularisation | | Charges constatées d'avance (3)* | CH | | CI | | |
| | | TOTAL (III) | CJ | 438 173 | CK | 438 173 | 111 667 |
| | | Charges à répartir sur plusieurs exercices* (IV) | CL | | | | |
| | | Primes de remboursement des obligations (V) | CM | | | | |
| | | Ecarts de conversion actif* (VI) | CN | | | | |
| | | TOTAL GÉNÉRAL (I à VI) | CO | 1 576 893 | 1A | 1 576 893 | 1 453 488 |

Renvois : (1) Dont droit au bail : — (2) part à moins d'un an des immobilisations financières nettes : CP — (3) Part à plus d'un an CR

Clause de réserve de propriété :* Immobilisations : — Stocks : — Créances :

* Des explications concernant cette rubrique sont données dans la notice n° 2032

CEGID SA

N° 10938 * 05
Formulaire obligatoire (article 53 A du Code général des impôts)

(2) **BILAN – PASSIF avant répartition**

D.G.I. N° 2051 (2003) 3

Désignation de l'entreprise SA MAFICOSE

*EXEMPLAIRE A CONSERVER PAR LE DECLARANT*

| | | | | Exercice N | Exercice N – 1 |
|---|---|---|---|---|---|
| CAPITAUX PROPRES | Capital social ou individuel (1)* (Dont versé : 3 048 980) | | DA | 3 048 980 | 3 048 980 |
| | Primes d'émission, de fusion, d'apport, ... | | DB | 3 811 | 3 811 |
| | Ecarts de réévaluation (2)* (dont écart d'équivalence | EK | DC | | |
| | Réserve légale (3) | | DD | 182 885 | 182 885 |
| | Réserves statutaires ou contractuelles | | DE | | |
| | Réserves réglementées (3)* (Dont réserve spéciale des provisions pour fluctuation des cours | B1 | DF | | |
| | Autres réserves (Dont réserve relative à l'achat d'oeuvres originales d'artistes vivants* | EJ | DG | | |
| | Report à nouveau | | DH | (2 090 372) | (2 189 479) |
| | **RÉSULTAT DE L'EXERCICE (bénéfice ou perte)** | | DI | 10 296 | 99 106 |
| | Subventions d'investissement | | DJ | | |
| | Provisions réglementées * | | DK | | |
| | **TOTAL (I)** | | DL | 1 155 600 | 1 145 304 |
| Autres fonds propres | Produit des émissions de titres participatifs | | DM | | |
| | Avances conditionnées | | DN | | |
| | **TOTAL (II)** | | DO | | |
| Provisions pour risques et charges | Provisions pour risques | | DP | | |
| | Provisions pour charges | | DQ | | |
| | **TOTAL (III)** | | DR | | |
| DETTES (4) | Emprunts obligataires convertibles | | DS | | |
| | Autres emprunts obligataires | | DT | | |
| | Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (5) | | DU | | |
| | Emprunts et dettes financières divers (Dont emprunts participatifs | EI | DV | 417 498 | |
| | Avances et acomptes reçus sur commandes en cours | | DW | | |
| | Dettes fournisseurs et comptes rattachés | | DX | 2 795 | 2 286 |
| | Dettes fiscales et sociales | | DY | | |
| | Dettes sur immobilisations et comptes rattachés | | DZ | 999 | 305 897 |
| | Autres dettes | | EA | | |
| Compte régul. | Produits constatés d'avance (4) | | EB | | |
| | **TOTAL (IV)** | | EC | 421 292 | 308 183 |
| | Ecarts de conversion passif* **(V)** | | ED | | |
| | **TOTAL GÉNÉRAL (I à V)** | | EE | 1 576 893 | 1 453 488 |

| RENVOIS | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|
| (1) | Écart de réévaluation incorporé au capital | | 1B | | |
| (2) | Dont | Réserve spéciale de réévaluation (1959) | 1C | | |
| | | Ecart de réévaluation libre | 1D | | |
| | | Réserve de réévaluation (1976) | 1E | | |
| (3) | Dont réserve spéciale des plus–values à long terme * | | EF | | |
| (4) | Dettes et produits constatés d'avance à moins d'un an | | EG | 421 292 | 308 183 |
| (5) | Dont concours bancaires courants, et soldes créditeurs de banques et CCP | | EH | | |

* Des explications concernant cette rubrique sont données dans la notice n° 2032

CEGID SA

(3) **COMPTE DE RÉSULTAT DE L'EXERCICE (En liste)**

D.G.I. N° 2052 (2003) — 3

N° 10167 * 07

Formulaire obligatoire (article 53 A du Code général des impôts)

Désignation de l'entreprise : SA MAFICOSE

| | | | Exercice N | | | | | | Exercice (N – 1) |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | France | | Exportations et livraisons intracommunautaires | | Total | | |
| PRODUITS D'EXPLOITATION | Ventes de marchandises* | FA | | FB | | FC | | | |
| | Production vendue biens * | FD | | FE | | FF | | | |
| | Production vendue services * | FG | | FH | | FI | | | |
| | **Chiffres d'affaires nets *** | FJ | | FK | | FL | | | |
| | Production stockée* | | | | | FM | | | |
| | Production immobilisée* | | | | | FN | | | |
| | Subventions d'exploitation | | | | | FO | | | |
| | Reprises sur amortissements et provisions, transferts de charges* (9) | | | | | FP | | 37 | |
| | Autres produits (1) (11) | | | | | FQ | | | |
| | **Total des produits d'exploitation (2) (I)** | | | | | FR | | 37 | |
| CHARGES D'EXPLOITATION | Achats de marchandises (y compris droits de douane)* | | | | | FS | | | |
| | Variation de stock (marchandises)* | | | | | FT | | | |
| | Achats de matières premières et autres approvisionnements (y compris droits de douane)* | | | | | FU | | | |
| | Variation de stock (matières premières et approvisionnements)* | | | | | FV | | | |
| | Autres achats et charges externes (3) (6 bis)* | | | | | FW | | 594 | 3 246 |
| | Impôts, taxes et versements assimilés* | | | | | FX | | 321 | |
| | Salaires et traitements* | | | | | FY | | | |
| | Charges sociales (10) | | | | | FZ | | | |
| | DOTATIONS D'EXPLOITATION — Sur immobilisations – dotations aux amortissements* | | | | | GA | | | |
| | DOTATIONS D'EXPLOITATION — Sur immobilisations – dotations aux provisions* | | | | | GB | | | |
| | DOTATIONS D'EXPLOITATION — Sur actif circulant : dotations aux provisions* | | | | | GC | | | |
| | DOTATIONS D'EXPLOITATION — Pour risques et charges : dotations aux provisions | | | | | GD | | | |
| | Autres charges (12) | | | | | GE | | | |
| | **Total des charges d'exploitation (4) (II)** | | | | | GF | | 916 | 3 246 |
| **1 – RÉSULTAT D'EXPLOITATION (I – II)** | | | | | | GG | | (878) | (3 246) |
| opérations en commun | Bénéfice attribué ou perte transférée* (III) | | | | | GH | | | |
| | Perte supportée ou bénéfice transféré* (IV) | | | | | GI | | | |
| PRODUITS FINANCIERS | Produits financiers de participations (5) | | | | | GJ | | | |
| | Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé (5) | | | | | GK | | 7 979 | 102 352 |
| | Autres intérêts et produits assimilés (5) | | | | | GL | | 3 957 | |
| | Reprises sur provisions et transferts de charges | | | | | GM | | | |
| | Différences positives de change | | | | | GN | | | |
| | Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement | | | | | GO | | | |
| | **Total des produits financiers (V)** | | | | | GP | | 11 937 | 102 352 |
| CHARGES FINANCIERES | Dotations financières aux amortissements et provisions* | | | | | GQ | | | |
| | Intérêts et charges assimilées (6) | | | | | GR | | | |
| | Différences négatives de change | | | | | GS | | | |
| | Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement | | | | | GT | | | |
| | **Total des charges financières (VI)** | | | | | GU | | | |
| **2 – RÉSULTAT FINANCIER (V – VI)** | | | | | | GV | | 11 937 | 102 352 |
| **3 – RÉSULTAT COURANT AVANT IMPÔTS (I – II + III – IV + V – VI)** | | | | | | GW | | 11 058 | 99 106 |

*EXEMPLAIRE A CONSERVER PAR LE DECLARANT*

(RENVOIS : voir tableau n° 2053) * Des explications concernant cette rubrique sont données dans la notice n° 2032.

N° 10947 * 05
Formulaire obligatoire (article 53 A du Code général des impôts)

(4) **COMPTE DE RÉSULTAT DE L'EXERCICE (suite)**

D.G.I. N° 2053 (2003)

3

Désignation de l'entreprise SA MAFICOSE

| | | | Exercice N | Exercice N – 1 |
|---|---|---|---|---|
| PRODUITS EXCEPTIONNELS | Produits exceptionnels sur opérations de gestion | HA | | |
| | Produits exceptionnels sur opérations en capital * | HB | | |
| | Reprises sur provisions et transferts de charges | HC | | |
| | **Total des produits exceptionnels (7) (VII)** | HD | | |
| CHARGES EXCEPTIONNELLES | Charges exceptionnelles sur opérations de gestion (6 bis) | HE | | |
| | Charges exceptionnelles sur opérations en capital * | HF | | |
| | Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions | HG | | |
| | **Total des charges exceptionnelles (7) (VIII)** | HH | | |
| **4 – RÉSULTAT EXCEPTIONNEL (VII – VIII)** | | HI | | |
| Participation des salariés aux résultats de l'entreprise (IX) | | HJ | | |
| Impôts sur les bénéfices * (X) | | HK | 762 | |
| **TOTAL DES PRODUITS (I + III + V + VII)** | | HL | 11 974 | 102 352 |
| **TOTAL DES CHARGES (II + IV + VI + VIII + IX + X)** | | HM | 1 678 | 3 246 |
| **5 – BÉNÉFICE OU PERTE (Total des produits – total des charges)** | | HN | 10 296 | 99 106 |
| (1) | Dont produits nets partiels sur opérations à long terme | HO | | |
| (2) Dont | produits de location immobilières | HY | | |
| | produits d'exploitation afférents à des exercices antérieurs (à détailler au (8) ci–dessous) | 1G | | |
| (3) Dont | – Crédit–bail mobilier * | HP | | |
| | – Crédit–bail immobilier | HQ | | |
| (4) | Dont charges d'exploitation afférentes à des exercices antérieurs (à détailler au (8) ci–dessous) | 1H | | |
| (5) | Dont produits concernant les entreprises liées | 1J | | |
| (6) | Dont intérêts concernant les entreprises liées | 1K | | |
| (6bis) | Dont dons faits aux organismes d'intérêt général (art.238 bis du C.G.I.) | HX | | |
| (9) | Dont transferts de charges | A1 | 37 | |
| (10) | Dont cotisations personnelles de l'exploitant (13) | A2 | | |
| (11) | Dont redevances pour concessions de brevets, de licences (produits) | A3 | | |
| (12) | Dont redevances pour concessions de brevets, de licences (charges) | A4 | | |
| (13) | Dont primes et cotisations complémentaires personnelles : facultatives A6 | | obligatoires A9 | |

RENVOIS

(7) Détail des produits et charges exceptionnels (Si ce cadre est insuffisant, joindre un état du même modèle):

| | Exercice N | |
|---|---|---|
| | Charges exceptionnelles | Produits exceptionnels |
| | | |
| | | |
| | | |
| | | |
| | | |

(8) Détail des produits et charges sur exercices antérieurs :

| | Exercice N | |
|---|---|---|
| | Charges antérieures | Produits antérieurs |
| | | |
| | | |
| | | |
| | | |
| | | |

* Des explications concernant cette rubrique sont données dans la notice n° 2032

*EXEMPLAIRE A CONSERVER PAR LE DECLARANT*

## Identification de l'entreprise

# ANNEXES

Monnaie de tenue: EURO
Monnaie de présentation : EURO

**SA MAFICOSE**

37 rue Pierre Gay
69150 DECINES

**Exercice du 01/01/02 au 31/12/02**

*SIRET : 40263541100018* *NAF : 671C*

# Règles et méthodes comptables

Les conventions comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation ;
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre ;
- indépendance des exercices.

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.
La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les principales méthodes utilisées sont les suivantes :

## Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires, hors frais d'acquisition des immobilisations) ou à leur coût de production.
Les intérêts des emprunts spécifiques à la production d'immobilisations sont inclus dans le coût de production de ces immobilisations.
Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire ou dégressif en fonction de la durée de vie prévue.

## Participations, autres titres immobilisés, valeurs mobilières de placement

La valeur brute est constituée par le coût d'achat hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

## Stocks

Les stocks sont évalués suivant la méthode premier entré, premier sorti.
La valeur brute des marchandises et des approvisionnements comprend le prix d'achat et les frais accessoires.

## Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

## Primes de remboursement des obligations

Les primes de remboursement sont amorties au prorata des intérêts courus.

## Provisions réglementées

Le tableau 2056 décrit, le cas échéant, l'état de ces provisions.